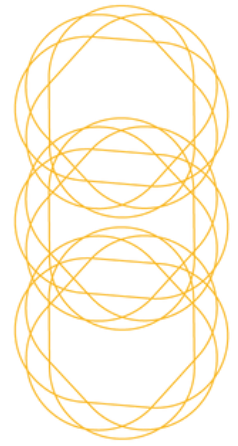




resource matters



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021 - 2022

Faire bénéficier la population congolaise des ressources minières et énergétiques du pays

BUREAU DE BRUXELLES

Mundo-Madou
Avenue des Arts 7-8
1210 Bruxelles
Belgique

BE 0662.969.264 RPM-Bruxelles
Contact: info@resourcematters.org
www.resourcematters.org

BUREAU DE KINSHASA

Concession Sedec
Avenue de la Paix n°1
Commune de La Gombe
République Démocratique du Congo

Table des matières

Notre mission	04
Nos secteurs d'intervention	05
Électricité	06
Mines	09
Corruption	17
Nos partenaires	19
Notre équipe	20

Notre Mission

critique
formations
plaidoyer

coopération

échanges
analyse
recherche
sensibilisation

Nos secteurs d'interventions

Électricité

Cours d'eau et rayons solaires en abondance : le Congo regorge d'immenses ressources énergétiques renouvelables. Pourtant, l'accès à l'électricité y est parmi les plus faibles de la planète. Resource Matters veut contribuer à un approvisionnement en électricité abordable basé sur des sources d'énergie respectueuses de l'environnement.

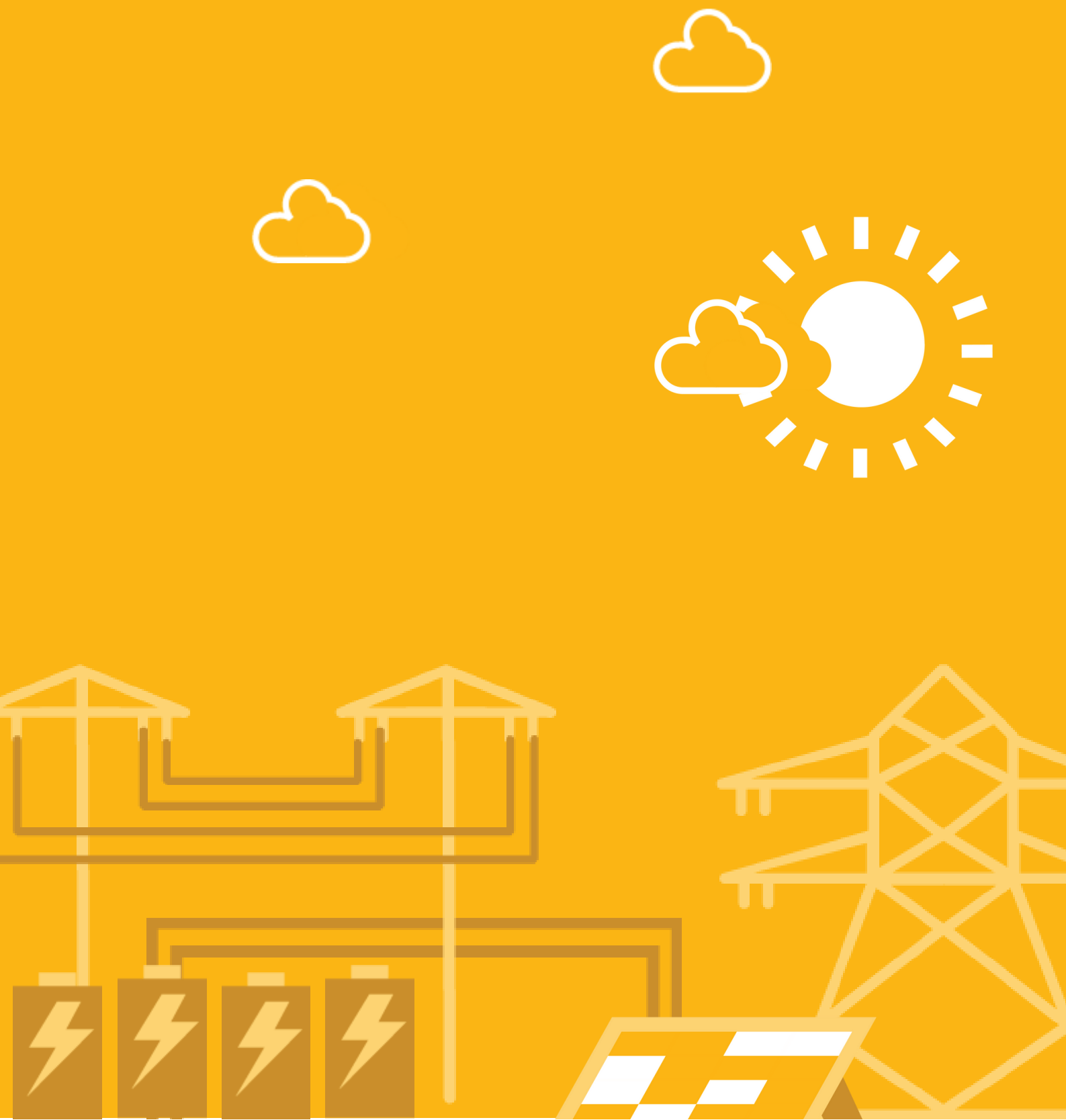
Exploitation minière

Cobalt, cuivre, lithium : le Congo dispose aussi d'énormes ressources minières. Pourtant, ces ressources n'ont pas encore servi de levier de développement. Resource Matters plaide pour que le Congo tire plein bénéfice de ses minerais stratégiques et pour que les populations des zones minières voient les retombées concrètes des taxes payées aux entités étatiques.

Corruption

La corruption est une des principales causes de la pauvreté en République Démocratique du Congo. Resource Matters documente et dénonce les pots-de-vin et les détournements des deniers publics qui maintiennent le peuple congolais dans la misère.

Électricité

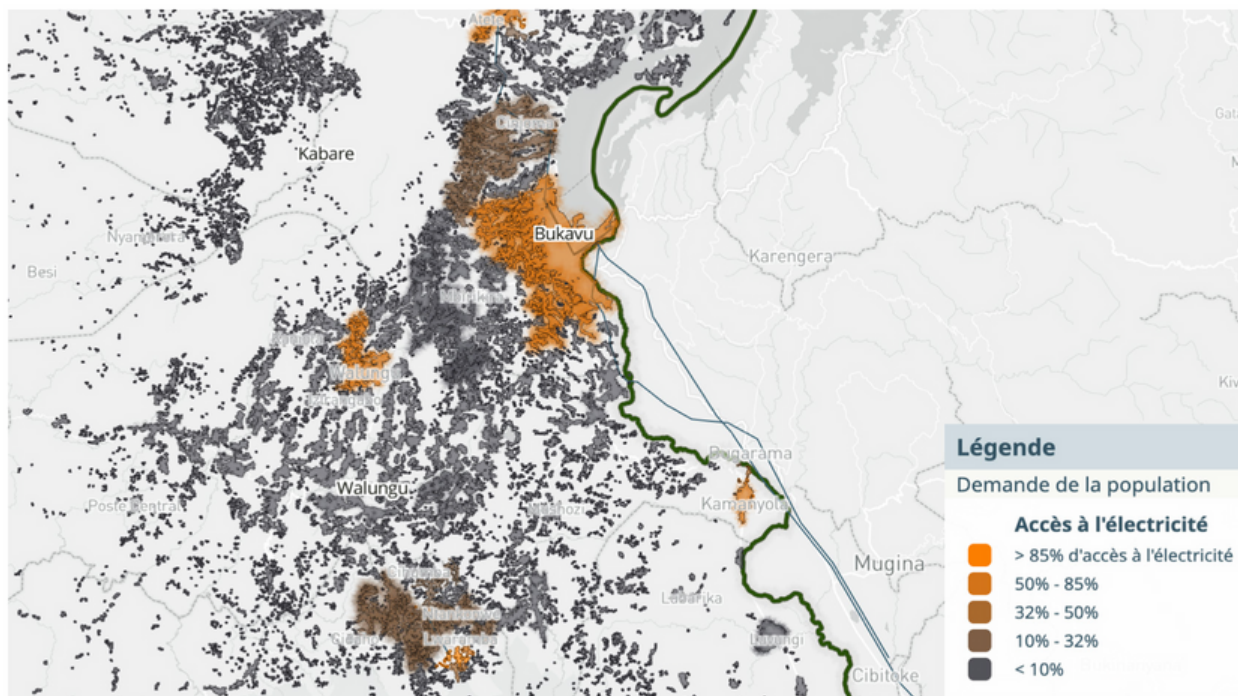


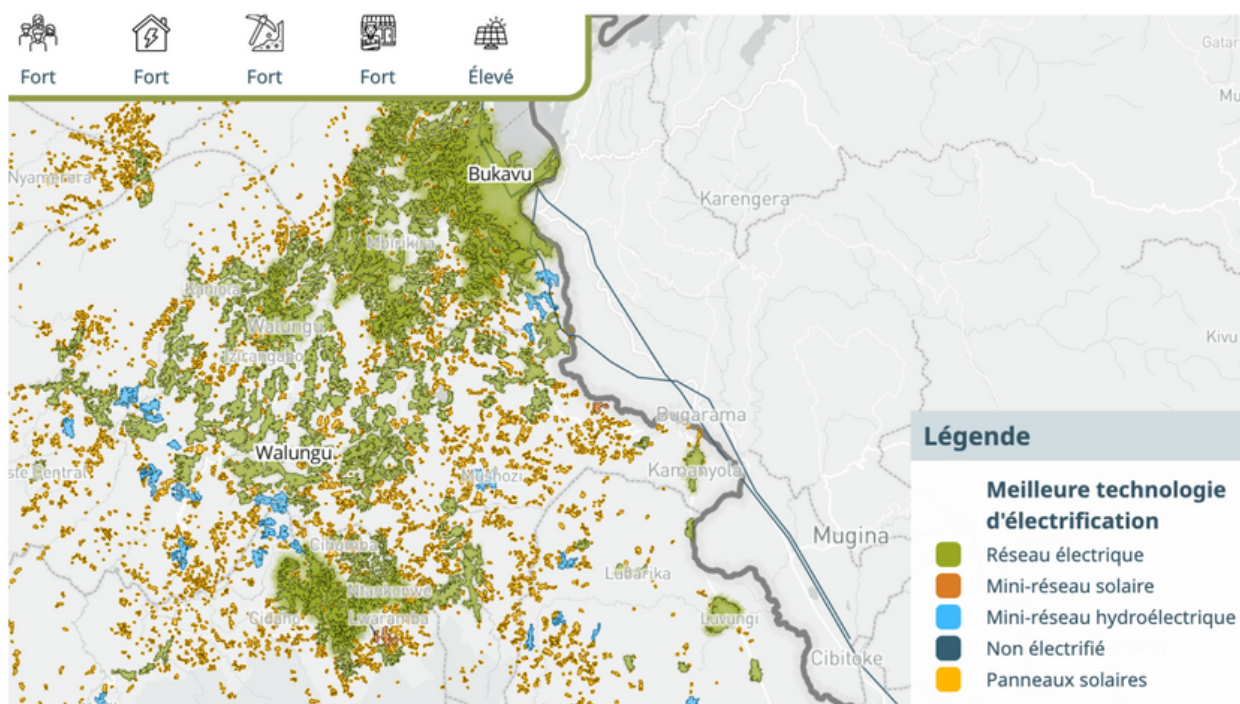
Congo Epela : comment accroître l'accès à l'électricité au Congo ?

Comment accroître la génération d'électricité? De combien d'électricité les ménages ont-ils besoin? Quelles sont les ressources disponibles au niveau local? Quelles sont les solutions les moins chères? Avec le projet Congo Epela, Resource Matters tente de répondre à toutes ces questions en collaboration avec plusieurs partenaires.

Ainsi, avec l'Institut Royal de Technologie de Stockholm (Suède), Resource Matters a modélisé les solutions d'électrification les moins chères pour chaque zone du pays. En utilisant le Open Source Spatial Electrification Tool (ONSSET), nous avons défini où il faudrait étendre le réseau électrique existant, construire des mini-réseaux solaires ou hydroélectriques, ou mettre des panneaux solaires sur les toits.

Par ailleurs, nous avons amélioré la connaissance de la demande en électricité des ménages en menant des enquêtes dans six provinces et en croisant ces données avec les images satellite d'Atlas AI. Les enquêtes ont été réalisées par les organisations du réseau Mwangaza avec l'assistance technique de Reiner Lemoine Institut (Allemagne).





Enfin, avec l'Université de Cape Town (Afrique du Sud), nous avons estimé quel serait le meilleur mix énergétique pour chacun des trois réseaux d'électricité existants au Congo.

Ces données ont ensuite été publiées sur la plateforme interactive Congo Epela. La plateforme affiche le degré d'accès à l'électricité actuel, les ressources hydroélectriques, solaires et éoliennes disponibles, les infrastructures existantes et les solutions les moins chères pour électrifier chaque zone peuplée de la RDC. La plateforme peut être consultée gratuitement par tous ceux qui veulent contribuer à l'électrification, comme les autorités nationales et provinciales, les investisseurs, les acteurs de la société civile et les partenaires multilatéraux.

Le projet Congo Epela a bénéficié de l'accompagnement d'un groupe technique constitué d'une quinzaine d'experts techniques du gouvernement, du secteur privé et du monde académique. Après avoir été formé dans la modélisation des solutions d'électrification, les experts ont contribué à l'amélioration substantive des données utilisées par l'équipe de Resource Matters et ont permis d'assurer que le projet réponde à des besoins des parties prenantes.

Ce travail a été rendu possible grâce au soutien financier de 11th Hour Project (Schmidt Family Foundation).

Mwangaza

Le Réseau Mwangaza réunit des organisations de la société civile autour d'un combat: voir la RDC électrifiée de manière durable, fiable et abordable et promouvoir une gouvernance responsable du secteur énergétique.

Resource Matters fournit un soutien technique au réseau Mwangaza et à ses membres, qui sont les suivants:

- L'Initiative pour la Bonne Gouvernance et Droits Humains, Lualaba
- Observatoire d'Etudes et d'Appui à la Responsabilité Sociale et Environnementale, Haut-Katanga
- Justice Pour Tous, Sud-Kivu
- Cadre de Concertation de la société civile de l'Ituri sur les Ressources Naturelles, Ituri
- Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Suivi des Réformes et de l'Action Publique, Kinshasa
- Centre Congolais pour le Développement Durable, Kinshasa
- African Resources Watch, Nord Kivu

Pour mieux cerner les obstacles à la base du frein à l'électrification de leur province huit ans après la libéralisation du secteur de l'énergie, les membres de Mwangaza ont réalisé une étude diagnostique du secteur de l'énergie dans leur province pour mieux cerner les obstacles à la base du frein à l'électrification de leur province. Cette étude a permis d'acquérir aux membres une connaissance approfondie des priorités et des nécessités pour l'électrification de leurs provinces.

Les organisations ont présenté les études diagnostiques aux différentes parties prenantes afin de recueillir leurs commentaires mais également de proposer des solutions pour remédier aux problèmes qui se posent dans la province et pour améliorer l'accès à l'électricité.

En parallèle, les membres du réseau Mwangaza ont également créé des clubs des ambassadeurs Mwangaza dans leurs provinces, des regroupements de citoyens (dans la plupart des cas, des jeunes universitaires) réunis afin d'échanger, de discuter et de proposer des solutions autour de la problématique d'accès à l'énergie dans leurs provinces.

Ils ont notamment plaidé pour :

- Les droits des communautés affectées par le développement de nouvelles infrastructures, telles que celles vivant dans la zone nouvellement inondée du barrage de Busanga,
- L'intégration de l'ITIE dans le secteur de l'énergie,
- Un quota d'électricité domestique dans les projets d'électricité nouveaux et existants.



Mines



Resource Matters agit de concert avec ses partenaires pour que la hausse spectaculaire des exportations de minerais stratégiques congolais bénéficie à sa population.

Makuta ya Maendeleo

Le consortium Makuta ya Maendeleo œuvre pour que les revenus miniers destinés aux entités territoriales décentralisées (ETD) soient correctement gérés.

Les membres du consortium sont Initiative pour la Bonne Gouvernance et les Droits Humains (IBGDH) et l'Action pour la Défense des Droits Humains (ADDH) au Lualaba, Observatoire d'Etudes et d'Appui à la Responsabilité Sociale et Environnementale (OEARSE) au Haut-Katanga, Justice Pour Tous (JPT) au Kivu et le Cadre de Concertation sur les Ressources Naturelles (CdC/RN) en Ituri, ainsi que le Centre Carter et Resource Matters.

Clarifier les règles de collecte de la redevance

Depuis 2018, les villes, communes, secteurs et chefferies sont en droit de directement percevoir une partie des redevances minières. Lorsqu'un projet minier se situe dans plusieurs ETD, les règles de répartition de la redevance entre elles n'étaient pas clairement définies. Le consortium a plaidé avec succès la clarification des règles, menant en mai 2022 à l'adoption et signature d'un décret qui fixe les règles de collecte de la redevance et les modalités de répartition entre entités éligibles, ainsi que les règles de contrôle et de transparence.

Malheureusement, les règles ne précisent pas encore à quoi la redevance devrait être dépensée. Le consortium œuvre pour qu'on spécifie explicitement que la redevance doit être allouée aux dépenses de développement socio-économique des communautés.

Le site Makuta pour plus de transparence

En collaboration avec le consortium, Resource Matters a conçu le site web www.makutayamaendeleo.org reflétant les recettes minières que les provinces et les ETD devraient collecter et celles qu'elles ont réellement perçues.

Cette plateforme inclut une cartographie des régions bénéficiaires de la redevance, les montants devant être payés (source: division des mines provinciales) et les paiements versés par les entreprises et perçus par les entités locales ainsi que les données contextuelles (source: l'Initiative de Transparence des Industries Extractives).

Stratégie pour la gestion de la redevance

De manière plus globale, le consortium a travaillé avec le gouvernement congolais, les entreprises et les entités territoriales décentralisées pour l'élaboration et l'adoption inclusive d'une stratégie nationale en vue d'une gestion optimale de la redevance allouée aux ETD. Parallèlement à ces progrès, nos partenaires locaux ont noué des partenariats stratégiques avec cinq ETD pour commencer à mettre en oeuvre cette stratégie.

Accroître la capacité de gestion de la redevance

Resource Matters a formé les administrateurs de trois ETD cibles - Kaponda et Ruashi dans le Haut-Katanga et Fungurume dans le Lualaba - pour qu'ils parviennent à mieux calculer les redevances qu'ils devraient collecter et pour mieux gérer l'allocation de la dépense.

L'équipe a aussi développé un outil permettant d'estimer combien de redevances devraient être collectées à l'avenir, basé sur des estimations des productions de minerais et des cours des métaux à venir.

Le travail a été réalisé avec l'appui financier du US Fiscal Transparency Innovation Fund (clarification des règles, développement de la stratégie), du 11th Hour Project (développement site) ainsi que de la GIZ (formations ETD).

Plateforme Makuta Ya Maendeleo

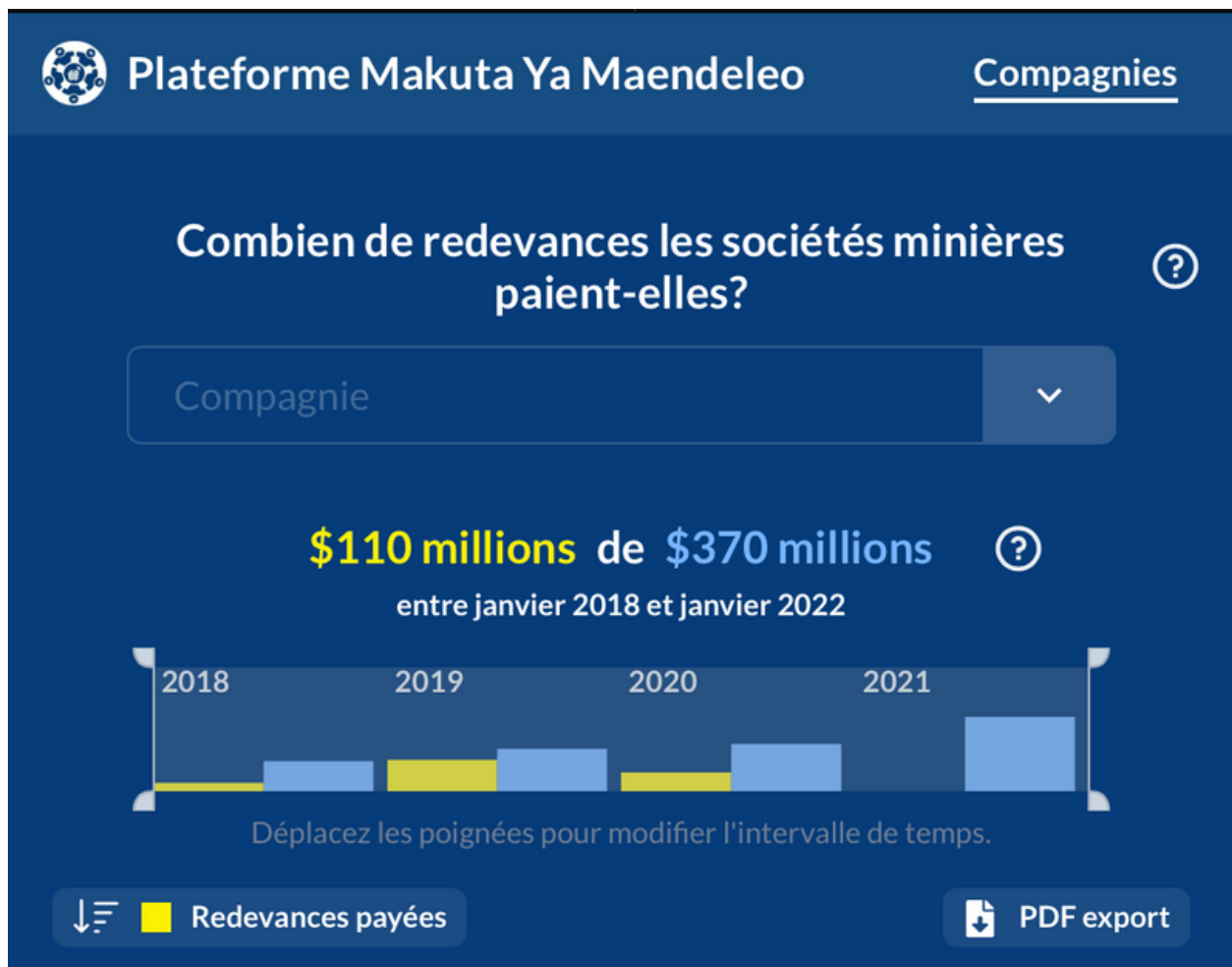
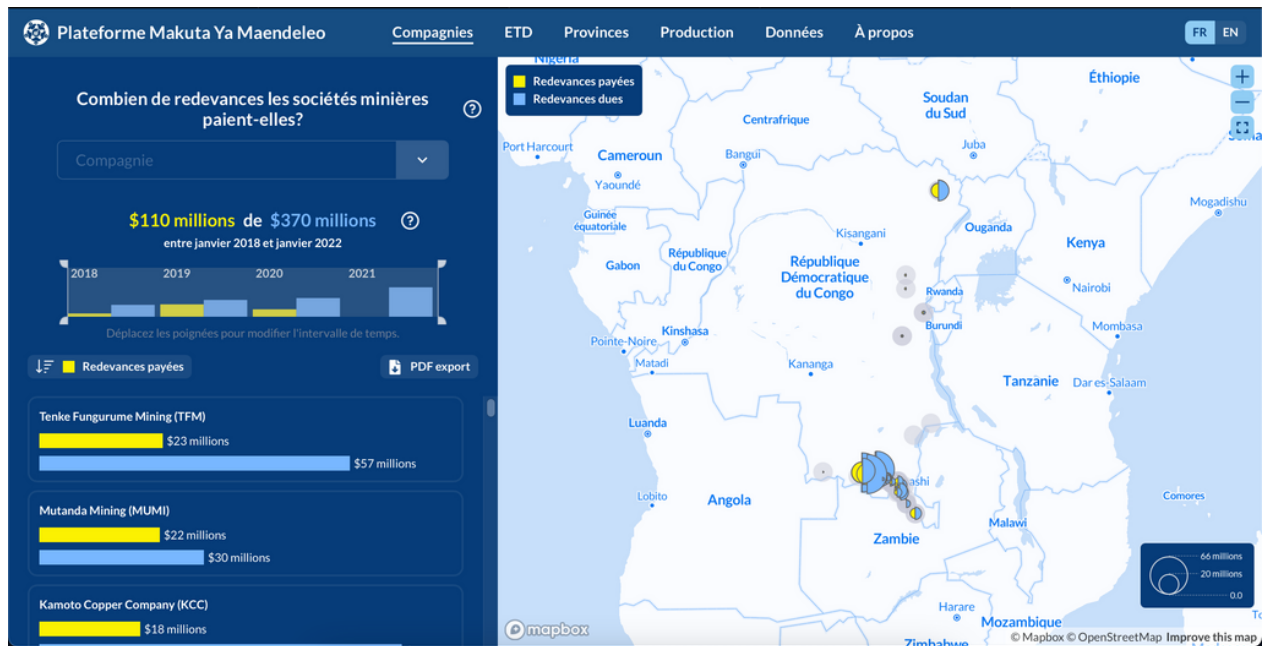
FR EN

Plateforme Makuta Ya Maendeleo

Responsabilité fiscale en RDC

La plateforme divulgue les informations sur la collecte et l'allocation des flux de revenus infranationaux notamment les redevances que les entreprises devraient payer contre ce qu'elles paient réellement, ce que les provinces et les entités locales devraient percevoir contre ce qu'elles reçoivent réellement ainsi que les statistiques des exportations.

En effet, en 2018, le code minier de la RDC a introduit des mesures pour améliorer la contribution des revenus miniers au développement communautaire du pays, y compris l'obligation pour les entreprises de payer une partie de leurs redevances directement aux provinces et aux entités territoriales décentralisées (ETDs), et d'autres prélèvements dans le but de



Minerais stratégiques pour la transition énergétique

La République démocratique du Congo (RDC) joue un rôle clé dans l'approvisionnement en minerais critiques pour la transition énergétique. Le pays possède d'importantes réserves de minerais tels que le cobalt, le cuivre, le lithium et le coltan, qui sont essentiels à la fabrication des technologies vertes, notamment les batteries pour les véhicules électriques et les énergies renouvelables.

Vers plus de valeur ajoutée locale

Alors que les économies mondiales se tournent vers la République démocratique du Congo (RDC) pour s'approvisionner en ces minerais critiques, il est crucial de prendre en compte le développement local dans cette démarche.

En 2021 et 2022, Resource Matters a informé plusieurs stratégies d'approvisionnement, comme celle du Royaume-Uni et de l'Union Européenne, en insistant sur le besoin de promouvoir la valeur ajoutée locale en encourageant la transformation de ces minerais sur place. Notre équipe a par exemple passé au peigne fin les propositions de Bloomberg New Energy Finance pour l'installation au Congo d'une usine de production de précurseurs pour les cathodes des batteries rechargeables en fournissant des recommandations concrètes pour faciliter son implantation. Ceci permettrait de créer des emplois locaux à valeur ajoutée et de renforcer les capacités industrielles du pays.

Eviter les risques aggravés de corruption

De plus, la compétition croissante pour les minerais critiques ne doit pas aggraver les risques de corruption déjà présents en RDC afin de garantir que les bénéfices de l'exploitation minière profiteront véritablement aux populations locales.

Suite à la publication "Ni vus ni connus: Risques de corruption dans la chaîne d'approvisionnement de cobalt" en 2019, Resource Matters a étroitement collaboré avec l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) sur l'élaboration d'une Foire Aux Questions (Frequently Asked Questions ou FAQ) pour permettre aux entreprises de mieux identifier et gérer ce type de risques lorsqu'ils y sont confrontés dans leur chaîne d'approvisionnement.

Malgré ces efforts, notre équipe constate que la question reste encore tabou et mal gérée dans le secteur.

Transparence dans la chaîne d'approvisionnement du cobalt

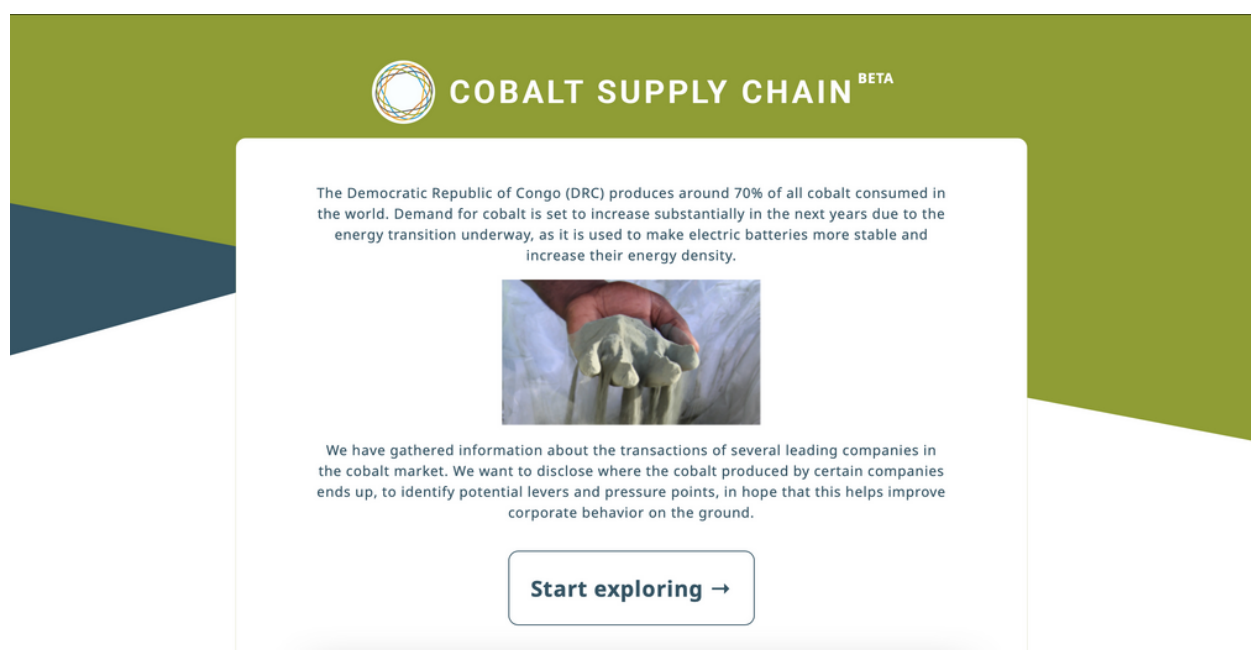
L'une des raisons invoquée par les entreprises pour justifier leurs faibles pratiques de due diligence est que leur chaîne d'approvisionnement est parfois longue et complexe.

Cette chaîne commence dans les mines congolaises, passe par les fonderies et les raffineries en Chine, puis par les fabricants de cellules et de batteries, pour finir à l'intérieur des voitures électriques, des téléphones et des ordinateurs.

Pour aider les entreprises à identifier leurs fournisseurs en cobalt, Resource Matters a commencé à développer une plateforme en ligne qui montre le tracé du cobalt, depuis son départ de certaines mines sélectionnées jusqu'aux dernières étapes.


Resource Matters a lancé le projet en sélectionnant quelques entreprises minières qui détiennent une grande part du marché.

La plateforme est déjà disponible sur le site web de Resource Matters dans sa forme actuelle (supplychains.resourcematters.org) et le public peut déjà accéder à une large gamme de liens entre différentes entreprises en amont, en aval et au milieu, situées dans plusieurs parties du monde.



COBALT SUPPLY CHAIN ^{BETA}

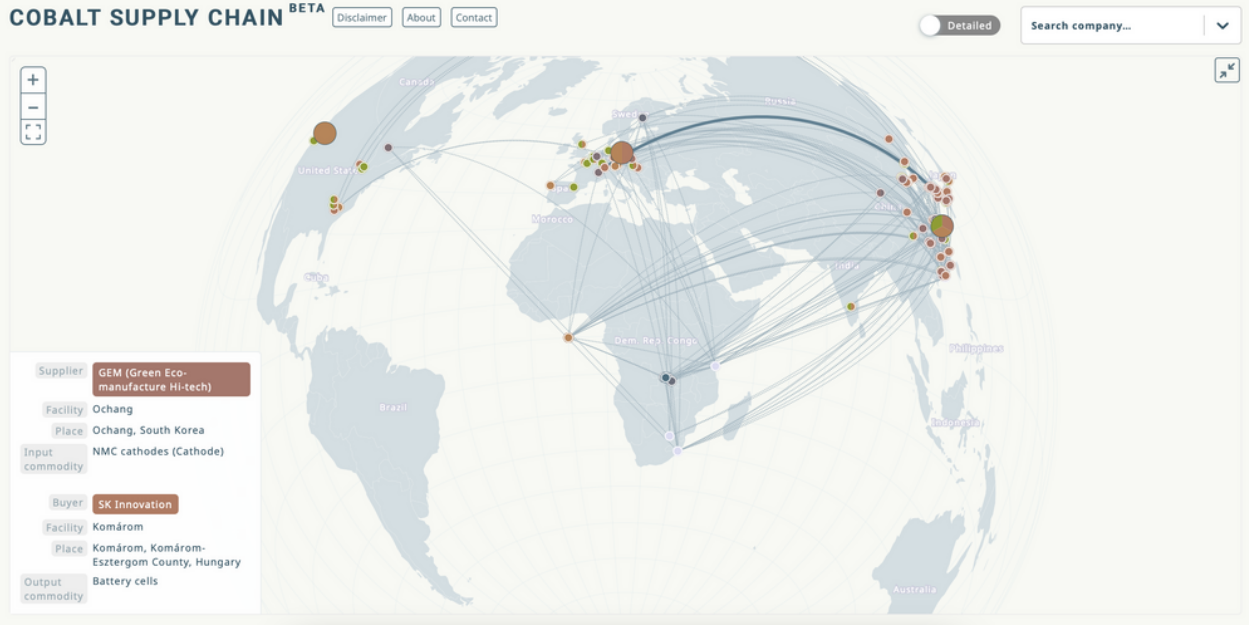
The Democratic Republic of Congo (DRC) produces around 70% of all cobalt consumed in the world. Demand for cobalt is set to increase substantially in the next years due to the energy transition underway, as it is used to make electric batteries more stable and increase their energy density.



We have gathered information about the transactions of several leading companies in the cobalt market. We want to disclose where the cobalt produced by certain companies ends up, to identify potential levers and pressure points, in hope that this helps improve corporate behavior on the ground.

Start exploring →

Le plan pour les prochaines années est d'étendre cette plateforme au plus grand nombre possible d'entreprises, et d'ajouter des informations sur les performances en matière de durabilité des différentes entreprises de la chaîne, comme les informations sur les éventuelles violations de droits humains, les cas de pollution de l'environnement, les informations sur les paiements fiscaux et les bénéficiaires réels, ainsi que les risques de corruption.



Corruption



Il ne peut y avoir question d'utilisation optimale des ressources naturelles pour le bien-être de la population tant que la corruption gangrène de manière systémique la République Démocratique du Congo.

C'est pour cette raison que Resource Matters fait de ce fléau présent, tant pour le secteur extractif que pour celui de l'électricité, une thématique prioritaire et transversale.

Le Congo n'est pas à vendre

Comme dans ces autres travaux, la collaboration avec d'autres acteurs de la société civile est fondamentale pour la lutte contre la corruption.

Pour cette raison, Resource Matters a intégré la coalition « le Congo N'est Pas À Vendre » (CNPAV), qui réunit 14 organisations nationales et internationales pour lutter conjointement contre la corruption.

Le CNPAV travaille pour sensibiliser l'opinion publique aux problématiques de corruption, mener des études et des analyses sur les dossiers majeurs et favoriser une plus grande redevabilité des acteurs économiques et politiques.

Affaire Dan Gertler

La coalition CNPAV s'est entre autres concentrée sur l'affaire Dan Gertler. Selon le département du Trésor américain qui l'a sanctionné pour corruption en 2017, cet homme d'affaire a acquis des permis miniers ou pétroliers de manière opaque à prix cassé auprès du gouvernement congolais ou d'entreprises minières d'État, avant de les revendre à des partenaires internationaux, voire même au gouvernement, en réalisant d'énormes bénéfices.

Début 2021, le CNPAV a plaidé avec succès pour le rétablissement des sanctions américaines contre Dan Gertler par l'administration Biden après qu'il ait obtenu une licence secrète de l'administration Trump lui permettant de contourner les sanctions pendant un an.

En 2021, le CNPAV a publié une enquête financière intitulée "Des Milliards Perdus" sur les pertes causées par une partie des transactions impliquant les entreprises de M. Gertler. Selon ces calculs, la RDC a déjà essuyé \$1,95 milliards de pertes entre 2010 et 2020. Si le pays ne prend aucune mesure immédiate pour réexaminer ces contrats, la RDC risque de perdre 1,76 milliard de dollars supplémentaires en paiements de royalties à des sociétés détenues par Gertler.

LE CONGO
N'EST PAS À VENDRE

Le CNPAV a également analysé de manière critique l'Initiative Yabiso de M. Gertler, la qualifiant de "parapluie" pour l'homme d'affaires. Annoncée comme une primeure dans le secteur extractif permettant de "partager" une partie des royalties que touche M. Gertler, le CNPAV la perçoit plutôt comme une tentative de revendre une petite partie des biens mal acquis pour mieux préserver les autres.

En février 2022, après les critiques du CNPAV, le gouvernement congolais a signé un accord avec la société Ventora de Dan Gertler. Selon les analyses du CNPAV, l'accord est très désavantageux pour le Congo. Tout au cours de l'année 2022, Resource Matters et le CNPAV ont plaidé avec succès pour la publication de l'accord, mais continuent à contester son contenu.

Affaire Tshimanga

En septembre 2022, une vidéo a été partagée publiquement montrant M. Tshimanga, un proche conseiller du président Tshisekedi, échangeant avec un nouveau - prétendu- investisseur.

Enregistrée en caméra cachée, la vidéo montre comment M. Tshimanga sollicite des parts dans une société à mettre en place avec le nouvel investisseur en échange d'une série de services qu'il fournirait au nouvel investisseur, y compris l'acquisition de permis miniers. Il explique déjà avoir testé cette formule avec l'entreprise canadienne Ivanhoe. Resource Matters a documenté ce cas et, avec les autres membres du CNPAV, engagé des échanges avec Ivanhoe pour demander des éclaircissements. Le CNPAV continue à monitorer ce dossier.

Affaire Semlex

Etant la seule organisation membre basée en Belgique, Resource Matters continue à suivre l'affaire Semlex pour le compte de CNPAV.

En 2015, la RDC a signé un contrat avec la société belge Semlex pour la production de passeports congolais. L'accord était entaché d'opacité et de violations de procédure, et il en résultait une énorme surtarification des passeports. Le contrat fait l'objet d'une enquête judiciaire en Belgique. En 2020, le CNPAV a accompagné 51 citoyens congolais à se constituer partie civile en Belgique.

Ce que la CNPAV demande depuis lors, ce n'est pas seulement une baisse du prix des passeports (ce qui s'est partiellement réalisé), mais surtout une redevabilité judiciaire de tout celui ou celle impliqué.e dans des pratiques de corruption dans le cadre de cet accord.

Congo Hold-up

En 2021, Resource Matters a rejoint le consortium Congo Hold-Up, constitué de 19 médias et 5 ONGs et coordonné par le European Investigative Collaborations. Le consortium a enquêté à partir de plus de 3,5 millions de documents (dont les détails de millions de transactions) obtenus par PPLAAF et Mediapart, représentant la plus grande fuite de documents sensibles d'Afrique. Les documents révèlent comment la banque privée BGFIBank a été utilisée pour détourner des fonds publics et des ressources naturelles de la République Démocratique du Congo, principalement pour l'enrichissement de l'entourage de l'ancien président Joseph Kabila.

De l'analyse que Resource Matters a faite de la fuite Congo Hold-Up, il ressort que la Gécamines a versé 530 millions de dollars d'avances fiscales à la Banque Centrale du Congo, dont l'Inspection Générale des Finances indique qu'elles ne sont jamais parvenues au Trésor public. En partenariat avec Mediapart et RFI, nous avons pu documenter l'origine de ces fonds et prouver que des millions ont bien été détournés, dont une partie en liquide.

En collaboration avec les autres membres du CNPAV, Resource Matters oeuvre pour que les nombreuses révélations de Congo Hold-Up soient ensuivies d'enquêtes judiciaires dans l'ensemble des pays abritant des individus, entreprises, comptes bancaires ou biens mal acquis suite aux détournements que le consortium a documenté.



Nos collaborations



Notre équipe 2023

Elisabeth Caesens Directrice exécutive

Jean Claude Mputu Directeur Adjoint

Christian Kabongo Coordinateur secteur de l'électricité

Dorcas Tabitha Nsomi Assistante technique Énergie

Jean-Pierre Okenda Directeur industries extractives

Philippe Masudi Assistant industries extractives

Adrien Mwenyemali Chargé de projet - minerais stratégiques

Cristian Trujillo Coordonnateur de recherche

Sara Nicoletti Chercheuse d'investigation

Michael B. Kalamo Responsable communication

Chloé Dale Directrice adjointe des opérations et des finances

Noël Mayamba Nkoso Responsable admin et finances RDC

Bénédicte Njudi Responsable adjointe administrative et financière RDC

Callystia Kiangani Logisticienne RDC



BUREAU DE BRUXELLES (siège)

Mundo-Madou
Avenue des Arts 7-8
1210 Bruxelles
Belgique

BE 0662.969.264 RPM-Bruxelles
Contact: info@resourcematters.org

BUREAU DE KINSHASA (représentation)

Concession Sedec
Avenue de la Paix n°1
Commune de La Gombe
République démocratique du Congo

©Resource Matters, novembre 2023